

# Complots US contre l'Amérique latine (VI) : Snipers de Caracas (2002) -

par **Antoine Marcival**

Suite au rapt le 3 janvier 2026 du président du Venezuela Nicolas Maduro par l'empire de l'horreur US, les médias français se caractérisent une nouvelle fois par leur vulgaire rôle de chien de garde de l'ordre atlantiste. Le contraire aurait néanmoins été étonnant, dans un pays – la France – placé sous la coupe réglée d'un régime ploutocrate et autoritaire ne tenant plus que grâce à ses milices policières ultra-violentes et dont l'ensemble du spectre médiatique est contrôlé par une poignée d'oligarques milliardaires, Bolloré, Arnault, Pinault, Drahi, etc., s'associant dans leur œuvre de stupéfaction des masses par des médias d'État à la servilité sans pareil. Dans ce contexte, il est évidemment désopilant d'entendre des journalistes français prétendre vouloir donner des leçons de démocratie au reste du monde. Le fait est que, au-delà des ressources de pétrole et de lithium, l'une des cibles de l'empire US et de ses vassaux d'Europe est bien le mouvement de démocratie communaliste initié par Hugo Chavez et poursuivi par Nicolas Maduro : il faut empêcher en effet que les populations d'Occident, opprimées et réprimées dans le sang comme l'ont été notamment les Gilets Jaunes, puissent y trouver l'inspiration afin de faire tomber leurs régimes ploutocrates.

Ajoutons pour finir qu'il n'est pas étonnant aussi que les journalistes occidentaux, et particulièrement français, s'appuient sur les rapports les plus frauduleux (il suffit qu'ils soient estampillés «de l'ONU») afin de faire passer Nicolas Maduro pour un dictateur. Probablement certains sont-ils encore à espérer la découverte d'armes de destruction massive en Irak... Juriste étasunien, haut fonctionnaire des Nations unies et secrétaire du Comité des droits de l'homme ayant produit 14 rapports pour l'ONU, [voici](#) ce qu'Alfred de Zayas disait, en 2019, du rapport de l'ONU produit par l'équipe de Michelle Bachelet sur les droits de l'homme et la violence d'État au Venezuela : *«Le rapport est fondamentalement défectueux et décevant. (...) Je recommanderais à la Haute Commissaire de remplacer l'équipe qui l'assiste et de s'assurer que le nouveau personnel travaille avec professionnalisme et impartialité. Que le personnel des Nations unies ignore ou ne donne pas le poids convenable aux présentations de Fundalatin, du Groupe Sures, du Réseau national des droits de l'homme et les réponses spécifiques fournies par le gouvernement n'est pas professionnel. Le principe fondamental qui guide tout chercheur honnête est d'entendre toutes les parties, tous les côtés doivent être écoutés. Le rapport devrait aussi s'être centré sur la criminalité des tentatives répétées de coup d'État. L'Amérique latine a subi assez de coups d'État de droite. Rien n'est plus antidémocratique qu'un coup d'État. Le rapport devrait rappeler le retour en arrière des droits de l'homme fait par Pedro Carmona en 2002 et le contenu du décret Carmona qui sera probablement remis en place par les dirigeants de droite. Le rapport de la Haute Commissaire au conseil des ressources humaines prête peu d'attention au problème central : le blocus financier et les sanctions qui causent tant de souffrance et de morts»*. C'est donc avec ce genre de torchon que nos braves, mais un peu niais, journalistes français tentent de vendre leur vision de la démocratie pour le Venezuela...

\*

*Cet article reprend l'entrée no 39 de l'essai Index obscurus : deux siècles et demi de complots 1788-2022, publié aux [éditions JC Godefroy](#) en janvier 2024. Ce livre s'attache à démontrer combien l'utilisation péjorative du terme «complotiste» n'a pas de sens : les complots, très souvent par le biais d'attentats sous fausse bannière, pullulent dans l'histoire humaine, et particulièrement dans l'histoire occidentale moderne.*

Le 27 février 1989 et dans les jours qui suivirent eurent lieu à Caracas les événements auxquels on donna le nom de «*Caracazo*». Des manifestations sont menées ce jour-là dans la capitale vénézuélienne pour protester contre les politiques d'austérité aberrantes (en novlangue ultralibérale : «un ambitieux programme d'ajustements structurels») du président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, politiques servilement mises en place sur demande de l'organisme probablement le plus dément en matière de «sauvetage» économique, le FMI. Privatisation des entreprises étatiques rentables en faveur d'intérêts privés, programmes sociaux abandonnés, libéralisation du prix des produits de première nécessité : il s'agit, on l'aura deviné, d'une énième tentative d'escroquerie de la classe parasite bourgeoise pour piller un peu plus encore les richesses produites par les travailleurs. Avec à la clef la promesse d'étendre la misère, la faim et le désespoir – et *in fine* de provoquer des milliers de morts plus ou moins indirects – dans les catégories les plus pauvres. Rien il est vrai de très original sinon que, cette fois-ci, malgré une presse au garde-à-vous comme à sa triste habitude, une partie de la population se rebelle. C'est l'augmentation en particulier de 30% du ticket de transport en commun qui met le feu aux poudres parmi la population étudiante de Caracas. Des pillages de magasin impliquant sans le premier doute des provocateurs de la police vont alors permettre au gouvernement de déclarer l'état d'urgence, plaçant Caracas sous la loi martiale tandis que l'Assemblée nationale suspend les droits constitutionnels. Ainsi est-il donné toute latitude aux brutes épaisses de la police et de l'armée pour se livrer à la répression tous azimuts des manifestants. Une répression qui va se transformer en boucherie, comme aime de temps à autre en pratiquer la classe bourgeoise : plus de 3000 manifestants sont massacrés, au point d'obliger les autorités à creuser des charniers pour cacher les corps de leurs victimes.

Cette boucherie, commise avec la participation active de l'armée, va marquer le commandant Hugo Rafael Chavez Frías. Alors qu'il avait à peine vingt-quatre ans, en 1977, Hugo Chavez avait fondé avec d'autres sous-officiers l'Ejercito de Liberacion del Pueblo de Venezuela (ELPV – «Armée de libération du peuple du Venezuela»). Ils prêteront par la suite le serment dit «*de Samán de Güere*» visant à donner enfin au peuple la souveraineté : «Élection populaire, terres et hommes libres, horreur de l'oligarchie» se font-ils notamment la promesse. Après le *Caracazo*, Chavez ne se fait plus d'illusion sur les partis politiques et leur servitude complète vis-à-vis de l'oligarchie économique. Il prend à cette époque la tête du Movimiento Bolivariano Revolucionario-200 (MBR-200, le «Mouvement pour la Révolution Bolivarienne-200») qui vise clairement à faire tomber le pouvoir civil corrompu, bourgeois et assassin par un coup d'État. Il est arrêté en décembre 1989 puis relâché faute de preuves. Le 4 février 1992 puis le 27 novembre 1992, le MBR-200 tente deux coups d'État. Chavez est arrêté lors du premier à la suite duquel il prononcera les fameux mots indiquant que, «pour le moment» («*per la hora*»), le mouvement révolutionnaire est défait. Condamné, Chavez est libéré en 1994. Il fonde par la suite le Mouvement Cinquième République (en espagnol : Movimiento V [Quinta] República, MVR) et se présente aux élections présidentielles de 1998 en tant que «fléau de l'oligarchie et héros des pauvres». Après sa tentative de faire tomber par les armes le pouvoir corrompu et assassin de Carlos Andrés Pérez (destitué pour corruption par le sénat vénézuélien le 21 mai 1993), Chavez jouit d'une popularité extraordinaire parmi les populations pauvres du Venezuela. Fait remarquable, il est élu dès le premier tour avec 56,2% des voix, le 6 décembre 1998. Le sort du Venezuela bascule ce jour-là.

Dès le mois de juillet 1998 cependant, tandis que Chavez progressait fortement dans les sondages, les (nombreux) généraux d'extrême droite de l'armée – héritiers des soudards de l'oligarchie et autres vendus aux intérêts US en Amérique latine tels que Pinochet, Videla, Stroessner ou Banzer parmi bien d'autres – envisagent un coup d'État si Chavez est élu. Ils

devront y renoncer : la popularité d'Hugo Chavez est trop grande. Lorsque le nouveau président s'installe au palais de Miraflores, 80% de la population vénézuélienne vit dans la pauvreté. Une assemblée constituante est créée séance tenante qui va élaborer une nouvelle constitution soumise (pour la première fois dans l'histoire du Venezuela) à un référendum populaire et approuvée le 15 décembre 1999. La nouvelle constitution fonde la Cinquième République du Venezuela, elle instaure la gratuité de l'enseignement supérieur, la gratuité des soins médicaux, le droit à jouir d'un environnement de qualité, le droit des minorités indigènes. Elle renforce les droits syndicaux et elle permet également aux Vénézuéliens de révoquer un élu, jusqu'au président de la République lui-même, à mi-mandat. Elle interdit en outre la reprivatisation de PDVSA, la compagnie publique d'exploitation pétrolière. Autant d'un point de vue démocratique qu'en matière de droits sociaux, les avancées sont considérables. De nouvelles élections présidentielles sont convoquées en 2000 comme le prévoit la constitution. Hugo Chavez obtient 59% des voix au premier tour. C'est au cours de ce mandat qu'il mettra en place les «missions bolivariennes», des programmes d'alphabétisation, de constructions de logements, de mise à disposition dans les quartiers les plus pauvres ou les villages reculés d'équipes de santé, composées pour beaucoup de médecins cubains. La mission «*Milagro*» va par exemple permettre à des dizaines de milliers de Vénézuéliens de retrouver la vue et va traiter des centaines de milliers de patients souffrant de problèmes ophtalmiques et n'ayant pas les moyens de se payer les soins, dans un pays (mais c'est à peu près partout pareil dans le monde) où les médecins font partie de la bourgeoisie cupide et ne prêtent aucune attention aux pauvres. En 2019, la mission aura permis de traiter gratuitement 4 millions de personnes dans 34 pays différents. La nationalisation des revenus du pétrole au profit de toute la population du Venezuela et non plus d'une poignée de rentiers et d'intérêts étrangers va permettre de financer cette large redistribution en faveur des pauvres.

Toutes ces mesures font évidemment de Chavez l'homme à abattre par l'oligarchie, la bourgeoisie parasite vénézuélienne et tous les secteurs défendant les intérêts des riches, en particulier l'épiscopat catholique vénézuélien. Chavez devient également la bête noire des pays occidentaux, États-Unis et Europe en tête, néocolonialistes en diable, absolument outrés de voir qu'un pays qui avait été jusque-là placé sous la coupe réglée de leurs intérêts puisse subitement devenir souverain. Les campagnes médiatiques de calomnie ne vont pas cesser de pleuvoir sur Chavez, qui vont donner de lui l'image d'un dictateur auprès des populations occidentales particulièrement crédules, désinformées à cause d'une propagande de tous les instants et persuadées dans leur innocence de faire partie de pays «à la pointe de la démocratie» (*sic*). Le journaliste ultra-sioniste Alexandre Adler parlera au sujet de Chavez, racisme porté en bandoulière, de «gorille bolivarien», d'«antisémitisme populiste» et de «dictature rouge-brun». N'en jetez plus ! La défense fanatique de l'entité colonialiste d'apartheid israélienne nuit décidément gravement aux facultés de discernement et de pénétration. Nombre de mouvements européens de gauche, voire se prétendant de la «gauche radicale» (**mais il faudrait ici s'entendre sur le concept de «radicalité»...**) vont aller jusqu'à relayer ces campagnes honteuses, parlant d'une même voix avec la presse «libre» occidentale, c'est-à-dire vendue à une poignée de milliardaires et n'ayant de cesse de défendre l'enrichissement de quelques-uns contre l'appauvrissement d'à peu près tous les autres. Certains de ces mouvements, se réclamant souvent du trotskysme, appelleront au renversement de Chavez par les armes, avec intervention de l'armée US. On ne saurait tomber plus bas...

Renverser le «terrible dictateur» Chavez : c'est de fait ce que vont tenter d'accomplir les secteurs patronaux vénézuéliens appuyés par Washington le 11 avril 2002 – dans la plus pure tradition des coups d'État d'extrême droite organisés par la CIA en Amérique latine. En novembre, le parlement vénézuélien a adopté la loi sur les hydrocarbures de novembre 2001, visant à récupérer la rente pétrolière largement accaparée par les secteurs privés et étrangers : cette année-là, le Trésor public n'a touché que 17% des revenus de la compagnie pourtant majoritairement publique PDVSA. La loi impose désormais à toutes les compagnies étrangères impliquées dans l'exploitation du pétrole vénézuélien de devenir des entreprises mixtes partenaires de PDVSA. Pour les États-Unis et leur multinationale ExxonMobil, il s'agit d'un véritable crime de lèse-majesté. Chavez a en outre l'outrecuidance de dénoncer les bombardements de boucher effectués par l'armée US depuis qu'elle a déclaré la guerre à

l'Afghanistan en octobre 2001. Quant à la bourgeoisie parasite du Venezuela, elle voit lui passer sous le nez une rente qui lui assurait un enrichissement facile et pérenne. Impossible de renoncer à un tel magot. Dès le mois de décembre, le patronat vénézuélien organise une grève générale, sur le modèle de la grève des camionneurs qui avait précédé le coup d'État et la dictature pro-US du général Pinochet au Chili. Toutes les télévisions privées – qui contrôlent de manière écrasante le spectre médiatique contrairement à ce qu'il se dit déjà en Europe et notamment dans certains cercles qui n'ont de «gauche» que le nom – relayent sans vergogne la propagande patronale et US, comparant les larges manifestations populaires et pacifistes, organisées en soutien à la politique d'Hugo Chavez et contre les tentatives patronales destinées à semer le chaos, aux «troupes de Mussolini ou de Hitler». Quand on sait quels secteurs, ceux-là bien d'extrême droite, sont à la tête de la déstabilisation souhaitant renverser le président Chavez, il y a de quoi être stupéfait par une telle hypocrisie. Les journalistes n'hésitent d'ailleurs pas à traverser en sens inverse tout le spectre politique pour décrire à l'inverse Chavez comme un «agent de Fidel Castro et de la guérilla colombienne». Attention aux entorses du cerveau !...

Deux hommes se détachent parmi les forces pseudo-syndicales anti-chavistes : Pedro Carmona, du syndicat patronal Fedecamaras, et Carlos Ortega, qui dirige la CTV, un pseudo-syndicat de travailleurs contrôlé en vérité par le patronat. Les deux hommes se rendent notamment à Washington au début de l'année 2002 pour y rencontrer des membres du gouvernement Bush, dévoilant sans vergogne de quel côté ils se placent et quels maîtres ils servent. Le 10 avril, le général de l'armée vénézuélienne Nestor Gonzales Gonzales, aux allures pour le coup furieusement mussoliniennes, appelle à mots à peine couverts au renversement d'Hugo Chavez. Le message, comme il s'en vantera par la suite, a été enregistré au domicile même du journaliste José Ovidio Rodriguez dit «Napoleon Bravo», animateur de l'émission *24 Horas* sur *Venevision*. Une télévision – évidemment aux mains du privé – qui va jouer un grand rôle dans le coup d'État qui suivra.

Le 11 avril, une manifestation de l'opposition anti-chaviste est organisée au siège de PDVSA par Pedro Carmona. Pour répondre à celle-ci, la population pauvre des *barrios*, les bidonvilles de Caracas, s'assemble devant le palais présidentiel de Miraflores et apporte son soutien au «héros des pauvres» Chavez. La foule reprend à tue-tête le fameux slogan des républicains espagnols opposés aux forces du futur dictateur Franco : «*No pasarán*». Quant aux manifestants fanatisés et transformés en marionnettes anti-chavistes par Pedro Carmona, ils décident – sur conseils de leurs manipulateurs patronaux désireux de provoquer des heurts, mais qui ont également une autre idée derrière la tête – de se rendre, illégalement, au palais de Miraflores. Sur le chemin cependant, des tirs de snipers retentissent, qui visent autant les manifestants venus en soutien à Hugo Chavez que les anti-chavistes. Ces étranges tirs font plusieurs morts et des dizaines de blessés. D'après un journaliste sur place (mais il faut se méfier des «journalistes sur place», surtout quand ils sont à la solde de l'Occident et de propriétaires fortunés), les snipers auraient été disposés sur les toits de la Banque centrale, du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Enseignement. Ainsi est-il suggéré une responsabilité de l'État et de Chavez. La garde présidentielle arrête pour sa part plusieurs snipers se trouvant au sein de l'hôtel Ausonia. Des enregistrements vidéo montreront également des policiers en civils pénétrer dans l'immeuble du journal *El Nacional* et tirer au fusil sur la foule. Les visages sont visés pour faire le maximum de morts. Et de fait, comment douter que ces snipers, qui vont s'avérer très opportuns pour accuser Chavez et le renverser, agissaient sur ordre des putschistes ? C'est ce que révélera par la suite le général Jorge Garcia Carneiro, affirmant que le plan de disposer des snipers pour tirer dans la foule avait été pensé de longue date au sein des cercles golpistes. On apprendra également que l'intervention du vice-amiral Héctor Ramírez, appelant au coup d'État en évoquant des snipers officiant pour Chavez et tirant sur la foule, a été enregistrée plusieurs heures avant les premiers coups de feu, par le journaliste de *CNN* Otto Neustald.

Une partie des manifestants parvient à se réfugier dans le palais présidentiel de Miraflores. D'autres manifestants tentent de se défendre avec l'arme qu'ils portent sur eux en tirant en direction des snipers (25% des Vénézuéliens adultes possèdent une arme). Toute honte bue, les télévisions aux mains du privé organisent alors une vaste campagne de propagande, diffusant des images laissant croire que les manifestants chavistes tirent en direction de la manifestation

pro-patronale. Un mensonge qui va être relayé, avec la prudence coutumière qu'on leur connaît, par les médias occidentaux et – mais le contraire aurait été surprenant – par Washington, fidèle sponsor des coups d'État militaires tendance néofasciste en Amérique latine. Pedro Carmona réclame la démission du président Chavez pendant qu'un ex-directeur de PDVSA réclame un coup d'État de l'armée, mettant sur le compte du président vénézuélien les morts provoqués par les snipers de leur camp. Les putschistes, avec l'aide de la police de l'État de Miranda, coupent le signal de la télévision publique *Canal 8 Venezolana de Televisión* (VTV) : il s'agit d'éviter à tout prix que le public soit informé par d'autres sources que les médias de propagande privés. Les membres du gouvernement légitime sont littéralement interdits de micro. Au sujet du rôle écœurant des médias privés au service d'un coup d'État de type pinochetiste, Régis Bourgeat de l'association «Reporters sans Frontières» – association régulièrement épinglée pour son atlantisme servile – osera renvoyer dos à dos le président légitime (mais il est vrai élu par des pauvres, des «sans-dents» pour emprunter l'expression d'un futur président français «socialiste» tout à fait représentatif de la «gauche» bien-pensante européenne, prompt à sombrer dans le plus pur soutien au fascisme) et les golpistes patronaux et militaires dans un article intitulé : «Venezuela : pris entre un président autoritaire et des médias intolérants». Des médias «intolérants» : comme c'est délicatement dit...

Des tanks de l'armée encerclent alors le palais de Miraflores qui n'est plus défendu que par la garde présidentielle. Les militaires golpistes exigent la démission d'Hugo Chavez, menaçant de faire bombarder le palais par l'aviation. Chavez refuse de démissionner, mais accepte de se rendre en tant que «président prisonnier» afin d'éviter un bain de sang. Il est emmené sur la base militaire de La Orchila où l'on apprendra par la suite que son exécution avait été réclamée par les États-Unis, mais fut empêchée par des officiers sur place qui se déclarèrent prêts à tuer ceux qui assassinaient leur président. Afin de donner un semblant de légitimité au coup d'État, Pedro Carmona prend alors la tête d'un gouvernement de transition. Les golpistes essayent à toute force de faire croire que Chavez a démissionné, mais ils vont se faire surprendre par le procureur général Isaias Rodriguez qui, ayant appris que Chavez avait été contraint de se rendre et avait été fait prisonnier, convoque une conférence de presse où, s'il laisse d'abord entendre qu'il va annoncer la démission du président pour tromper les putschistes, il affirme au contraire que Chavez n'a pas démissionné et qu'il est actuellement détenu sur une base militaire. La conférence n'est cependant pas diffusée par les télévisions privées, modèles du «monde libre» et de la liberté de la presse façon Reporters sans frontières. Le favori du camp démocrate sauce occidentale Pedro Carmona, en tant que président par intérim «massivement désigné par ce bon peuple du Venezuela, ce qui vaut mieux qu'un référendum» osera-t-il déclarer au cours de son discours d'«investiture», dissout l'Assemblée nationale, annule les dernières élections municipales, destitue le Défenseur du peuple, les membres du Tribunal suprême de justice et du Conseil national électoral. Le gouvernement dictatorial de Carmona est immédiatement reconnu par les États-Unis et l'Espagne. Une nouvelle fois, la bourgeoisie parasite défendue par ses armées de mercenaires appelées «forces de l'ordre» et servant les intérêts des multinationales pour l'essentiel étasuniennes auraient donc triomphé en Amérique latine ?

N'allons pas trop vite en besogne... Les habitants pauvres des *barrios* de Caracas refusent que «leur» président, le «héros des pauvres», leur soit retiré et se soulèvent massivement le 13 avril aux cris de «*Chavez, amigo, el pueblo esta contigo*» («Chavez, mon ami, le peuple est avec toi»). La répression de la police – ce cartel de soudards au service éternel de l'enrichissement sans limites d'une poignée de brigands – est féroce, faisant plusieurs morts. La foule toutefois, héroïque, affrontant ces «serviteurs de l'ordre» zélés et assassins, parvient grâce à son nombre à rejoindre le palais de Miraflores. Les chaînes privées vénézuéliennes, modèle de journalisme pour l'Occident, vont tenter de cacher ce soulèvement en diffusant des dessins animés et des films. Le palais de Miraflores – où se trouvent les golpistes tout frais émoulus fêtant leur victoire avec les directeurs des chaînes de télévision *Venevision*, *RCTV* et *Globovision*, ainsi que l'éditeur du journal *El Nacional*, des membres du patronat, de l'épiscopat catholique et de la bourgeoisie parasite venue voir s'il y a une part de gâteau à prendre – est entouré par la foule des *barrios*. Galvanisée, la garde présidentielle, restée fidèle à Hugo Chavez, s'empare du palais, mettant en déroute Carmona et sa bande d'usurpateurs. Le temps de faire revenir Hugo Chavez de la base où il est alors détenu, le vice-président Diosdado Cabello prête serment. Le gouvernement de

Carmona n'aura duré qu'à peine plus d'une journée. Au matin du 14 avril, tandis qu'il fait encore nuit, Chavez est ramené par hélicoptère au palais de Miraflores sous les cris de victoire des manifestants : avril 2002 aura vu l'un des rares moments où le peuple des pauvres, des «sans-dents», sera parvenu à vaincre par son nombre et son courage la sauvagerie de la bourgeoisie usant de la violence et du mensonge pour ne pas perdre ses privilèges. Un événement si extraordinaire qu'il n'est pas retransmis par les chaînes privées de télévision *Venevision*, *RCTV*, *Globovision* et *Televen* à l'attitude «démocratique» sauce occidentale décidément de bout en bout irréprochable. Les journaux *El Universal* et *El Nacional* iront jusqu'à annuler leur édition du dimanche, pourtant assurée de faire un carton, «pour des raisons de sécurité». Pour Washington et ses vautours, c'est l'humiliation totale. Les voilà contraints de manger leur chapeau, tout en mentant éhontément et en affirmant n'avoir rien à voir avec le coup d'État : «Nous sommes toujours du côté de la démocratie» osera dire le général Colin Powell, futur brandisseur de fiole de perlimpinpin devant le Conseil de sécurité de l'ONU et bientôt responsable de centaines de milliers de morts en Irak. Afin d'échapper à la justice, les putschistes feront assassiner le 18 novembre 2004 le procureur général Danilo Baltasar Anderson qui s'apprêtait à mettre en examen 400 d'entre eux. Vingt-cinq ans après la première élection de Hugo Chavez et malgré la mort (par ailleurs suspecte) du «héros des pauvres» le 5 mars 2013, la révolution bolivarienne est toujours d'actualité, affrontant tout à la fois les sanctions économiques illégales imposées par l'ogre US, les médias privés faisant l'admiration de Reporters sans frontières et les glorieuses forces démocratiques du monde occidental s'élevant en chœur contre la «dictature populiste vénézuélienne» (**sic**) et pour l'énième tentative de coup d'État de l'extrême droite vénézuélienne présentée comme une «révolution populaire» (**resic**). Faisant *de facto* des dites et glorieuses forces, qui n'ont parfois aucune honte de se prétendre «de gauche» voire de «gauche radicale», des partisans de la «démocratie» sauce Pinochet – autrement dit du fascisme.